

La Lettre de la RMF UE



Feuille de route...



La réunion de Palma de Majorque fut l'occasion pour le HR/VP¹, Mme Ashton, de faire part de sa volonté de progresser dans le domaine de la Politique européenne de Sécurité et de Défense Commune ([PSDC](#)).

Dans un courrier adressé aux Ministres de la Défense, elle souligna sa détermination à améliorer les relations entre l'UE et l'OTAN, son souhait de voir tirées les leçons de la réaction de l'UE à la crise en Haïti, son intention de répondre aux défis actuels et futurs ([EUFOR](#), [Althéa](#), [Atalante](#), [EUTM Somalie](#),...) et enfin son engagement à faciliter le développement des capacités militaires.

Général de corps aérien Patrick de Rousiers

Chef des représentations militaires françaises auprès des Comités militaires de l'UE et de l'OTAN, Conseiller militaire des Ambassadeurs auprès du COPS et auprès du Conseil de l'Atlantique Nord

1. HR/VP : Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice présidente de la Commission Européenne.

Une équipe de sages se penche sur la surveillance maritime



Une équipe de cinq amiraux appartenant à cinq pays européens a été mandatée par l'Agence européenne de défense pour rédiger un document visant à renforcer la coopération en matière de surveillance maritime entre les différents acteurs. Avec l'accord de la Commission, la *Wise Pen Team* ([cf. p19 bulletin N°13 de l'AED](#)) s'est efforcée de rencontrer l'ensemble des partenaires : institutions internationales,

directions, agences, organisations professionnelles, industries d'armement, et s'est rendue dans plusieurs pays européens. Elle s'est intéressée aux solutions adoptées aux Etats-Unis, au Canada, dans les pays d'Asie et au sein de l'OTAN. Enfin, elle a tenu à adopter une totale transparence dans ses travaux, en particulier vis-à-vis de la Présidence en exercice – la Suède, puis l'Espagne.

Le rapport intermédiaire, publié en octobre 2009, mettait en évidence trois points importants :

- pas de sûreté, de sécurité ni de défense en mer, sans surveillance efficace ;
- pas d'échange d'informations sans confiance ;
- pas d'avancée possible sans volonté politique continue.

Le rapport final prend en compte l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et met en avant l'importance d'un rapprochement entre la Politique Maritime Intégrée et la Politique de Sécurité et de Défense Commune pour assurer la continuité des missions en mer. Il propose de généraliser le concept *supporting/supported* entre marines de guerre et administrations, dans le respect des responsabilités de chacune, et que l'organisation adoptée permette une information globale pour une action locale ou régionale ■



La nouvelle guerre des mines

La mine reste l'une des menaces le plus importantes pour la navigation commerciale et nos forces navales. Dans le but de renouveler leurs capacités de guerre de mines à l'horizon 2018, treize pays européens, dont la France et la Grande-Bretagne, ont choisi de mutualiser leurs efforts au sein d'une équipe de projet ([MMCM : maritime mine counter measures](#)) de l'[Agence européenne de défense](#). Le renouvellement de la capacité de guerre des mines marque une



véritable rupture conceptuelle et technologique fondée sur les principes de modularité et de robotique (drones). Une phase de préparation est en cours. Elle vise à consolider les exigences opérationnelles, scénarii d'emploi, solutions techniques et options financières indispensables à la production pour fin 2010 des documents (fiche de caractéristiques militaires, *business case*) auquel s'adossera la décision de chaque Etat de participer au programme (phases de définition puis de réalisation).

Le programme MMCM est l'un des projets les plus prometteurs que l'AED conduit à ce jour. La Norvège est associée au projet ■

Le Focus du mois

Approche globale Corne de l'Afrique

La Corne de l'Afrique est l'une des régions les plus pauvres et les plus conflictuelles de la planète. Bordée notamment par le golfe d'Aden qui voit transiter près de 50% du trafic mondial d'hydrocarbures, elle est une zone stratégique de premier ordre. Afin de s'attaquer aux « causes profondes de l'instabilité dans la région », les 27 Ministres des affaires étrangères de l'UE ont adopté, le 8 décembre dernier, [une stratégie européenne d'approche globale pour la Corne de l'Afrique](#). Celle-ci donne désormais la possibilité aux Européens de développer des actions dans les domaines d'excellence de l'Union comme la médiation et le dialogue pour la prévention des conflits, le suivi des accords de paix et le contrôle d'élections ou la surveillance aux frontières litigieuses (notamment entre l'Erythrée et Djibouti).

En matière de développement, [l'Union soutient et finance les Etats fragilisés de la région](#) avec des programmes liés à la sécurité alimentaire, à l'éducation et à la bonne gouvernance.

En matière de sécurité et de défense, l'Union travaille activement à la lutte contre la piraterie au large de la Somalie, avec l'opération [Atalante](#), et soutient l'initiative du [code de conduite de Djibouti](#). Ce code prend la forme d'un accord régional regroupant notamment l'Ethiopie, la Somalie et Djibouti. Il renforce la collaboration des Etats de la région en orientant ses actions vers la formation de gardes-côtes et le développement des capacités d'échange d'informations. Par ailleurs, Les 27 vont lancer prochainement la mission [EUTM SOMALIA](#) (voir infra) qui vise à la formation de 2000 recrues somaliennes destinées au renforcement des forces de sécurité du Gouvernement Fédéral de Transition de Mogadiscio.

Acteur majeur dans la région, l'UE a pu mettre en place une stratégie complète et cohérente, ouvrant la voie à d'autres initiatives et partenariats dans le but de briser ce que les 27 qualifient dans leur décision du 8 décembre, de « cercle vicieux des conflits qui perpétue le déclin du développement » de la Corne de l'Afrique ■



Actualité



L'Union Européenne (UE) a décidé le 15 février 2010 ([décision du Conseil 2010/96/PESC](#)) de mener une mission de formation militaire afin de contribuer au renforcement du Gouvernement Fédéral de Transition (GFT) somalien. L'objectif de cette première mission militaire non exécutive¹ de l'UE est de contribuer au développement du secteur de la sécurité en Somalie en renforçant les capacités des forces de sécurité du pays. Cette mission de formation militaire spécifique destinée à 2000 recrues somaliennes viendra appuyer la formation

déjà dispensée par les forces armées ougandaises jusqu'au niveau de la section. Sous le commandement d'un Espagnol, le Colonel Ricardo ELUL, dont l'état-major sera installé à Kampala, 150 instructeurs européens parmi lesquels 26 français assureront sur le camp de Bihanga (Ouganda), en complément de la formation des soldats assurés par l'Ouganda, la formation des cadres (chefs de section et chefs de groupe) ainsi que différents modules d'instruction spécialisée (secourisme, transmissions, combat en zone urbaine).

Le lancement par le Conseil de l'UE de cette mission, qui s'inscrit dans la stratégie d'approche globale européenne pour la Corne de l'Afrique, est attendu pour le début du mois d'avril. A l'issue d'une période d'un mois de montée en puissance (construction des infrastructures nécessaires et déploiement des instructeurs), la mission de formation devrait débuter le 1^{er} mai ■



Drapeau national de l'Ouganda

¹ Le terme non exécutif signifie que l'UE intervient sans mandat international mais sur invitation de l'Etat hôte. L'usage de la force est donc limité par définition à la légitime défense.

EUTM Somalia

Agenda

- 25 mars 2010**
Comité directeur de l'AED
format directeurs capacités
- 25-26 mars 2010**
Conseil européen
- 30 mars 2010**
Visite du CEMA à la RMF UE
et à la RMF OTAN
- 13-14 avril 2010**
Réunion des Directeurs aux
affaires stratégiques des 27
- 22 avril 2010**
Conférence de coordination
des Battlegroup (BG)
- 26 avril 2010**
Conseil des ministres de la
Défense à Luxembourg
- 4- 6 mai 2010**
Conseils militaires de l'UE et
de l'OTAN au format CEMA

Le projet ERASMUS avance...

Le 10 mars, l'initiative européenne visant à favoriser les échanges entre jeunes officiers, plus connue sous le nom d'ERASMUS militaire, a connu [deux avancées majeures](#) : d'une part, la formalisation d'un modèle d'accord administratif en cas d'échange, et d'autre part, la mise en place d'un mécanisme de reconnaissance des formations suivies à l'étranger, selon le modèle universitaire européen du système de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS). [Lancé en novembre 2008](#) sous présidence française de l'UE, ce programme ambitieux, visant une meilleure interopérabilité entre nos forces européennes, rentre progressivement dans sa phase de mise en œuvre. La France continue à animer deux des sept groupes de travail sur le sujet. Par ailleurs, sur invitation de la présidence espagnole, la France a participé début mars à un programme de formation sur la défense européenne à Murcia, Marin Pontevedro et Zaragoza par l'envoi de six élèves officiers de nos trois armées ■



Entretien avec
le Général Håkan SYRÉN
Président du [Comité militaire de l'Union européenne](#)



Graduated in 1973 from the Swedish Naval Academy, General Håkan Syrén has served in the first part of his career in the Coast Artillery. His military education includes the Staff Course, the Command and General Staff Course at the Swedish War College in Stockholm, and the Naval Command Course at the US Naval War College in Newport, USA. He was appointed as Commanding Officer of a Coast Artillery Regiment in 1994. General Syrén became Supreme Commander of the [Swedish Armed Forces](#) on 1 January 2004, following four years as Chief of Joint Military Intelligence and Security.

As Supreme Commander General Syrén has led the thorough transformation of the [Armed Forces](#) with a strong focus on readily deployable interoperable capabilities. The development of the Nordic Battlegroup has been a major undertaking. General Syrén has also initiated a broad and innovative search for new cooperative solutions in bilateral as well as multilateral formats, a search that has now gained substantial political momentum among the Nordic countries. He was appointed Chairman of the European Union Military Committee from 6 November 2009 taking over from the French General Henri Bentégeat.

1. Sir, you have been appointed as the Chairman of the European Union Military Committee on November 6th 2009. After 4 months at the head of this high level group, what are your first impressions?

First of all, I am still very honoured to have been selected for this post by the 27 Chiefs of Defence of the European Union. To be their spokesman is indeed a great honour for me. Moreover, as military advisor to the High Representative, I feel and appreciate the responsibility and the trust I have been appointed to.

Once taken up the appointment, the first impression that I had was about the complexity of the EU machinery. Compared to the appointment of Chief of Defence, there is a complete different way of doing business. As Chief of Defence, you have a quite easy and clear chain of command, you can decide something and then you can expect it to be done. Here, you have to work up to the principle of consensus, and find solutions acceptable by all 27 Member States.

Sometimes it can be quite frustrating because it takes time, but we have seen that it finally works. Just look at the previous ten years, since the time ESDP - now CSDP - has been launched: we have executed a number of military operations and civilians missions, and I want to say that all of them have been successful.

And now, with the Lisbon Treaty, I have the opportunity to improve the synergy of our multifaceted structure, and be more effective.

2. The Lisbon Treaty establishes the [European External Action Service \(EEAS\)](#). It will include the European Union Military Staff, the chain of command of the civilian operations, and also the newly established crisis management planning directorate as well as the Situation Center. According to you, what will be the consequences of this new featuring on the working process of the EUMC?

We have been talking for many years about the comprehensive approach, for example the integration of military and civilian resources, in crisis management. The EU is already applying this concept, but there is room for improvement, keeping in mind both experiences from Afghanistan and from the Balkans. I am personally convinced that it is the right way to go. With the Lisbon Treaty and the establishment of the External Action Service, we have new tools that will make it possible. As we speak, the detailed organisational structure is about to be finalised. With the EEAS there will be a quite different way to do business. But the EUMC role - and mine - will largely remain as it is now, first of all providing expertise and military advice to the Political and Security Committee and to the High Representative. That is what we do today, and we will continue to do so.

3. Launched in 2008, the [Capability Development Plan](#) of the European Defence Agency provides the CSDP with a good view of the EU's capabilities ambitions. What could be the role of the EUMC to promote this dynamics?

The CDP has highlighted the need for cooperation between the EUMC and the EDA and reinforced our good relationships. From the Committee's perspective, which means from the 27 Chiefs of Defence's view, it is very important that the identification of the military capability shortfalls to be used in the process remains a military responsibility and prerogative. I also think that the lessons learned from the missions and the operations are the oxygen for any discussion on capability development. The EUMC, with its expertise and the CHODS' support, has so far provided these contributions (shortfalls and lessons learned), and is continuously updating them in order to reflect to the best possible extent the needs of our forces.

TRADUCTION DE COURTOISIE

Issu de l'École navale suédoise en 1973, le Général Håkan Syrén a passé la première partie de sa carrière dans l'artillerie côtière. Diplômé du Cours supérieur d'état-major et de l'école de guerre Suédoise de Stockholm, sa formation militaire comprend aussi le Cours de Commandement Naval de l'École militaire Navale de Newport (USA). En 1994, il a commandé un régiment d'artillerie côtière. Le général Syrén est devenu le Chef d'état-major des [armées suédoises](#) le 1^{er} janvier 2004, après quatre années passées à la tête des services de sécurité et de renseignement militaire suédois. En tant que CEMA, le Général Syrén a conduit la délicate transformation des [Forces armées](#) de son pays, l'orientant notamment sur la voie de la « déployabilité » et de l'interopérabilité. Le développement du groupement tactique Nordique a été une entreprise majeure. Le général Syrén a su aussi initier une plus large réflexion sur de nouvelles solutions de coopération en bilatéral et multilatéral, une recherche qui bénéficie désormais d'un momentum marqué dans les pays nordiques. Il a été nommé Président [du Comité militaire de l'Union européenne](#) le 6 novembre 2009, prenant la suite du général Henri Bentégeat.

1. Mon général, vous avez pris la présidence du Comité militaire de l'UE (CMUE) le 6 novembre 2009. Après 4 mois à la tête de cette institution, quel regard lui portez-vous ? Pouvez-vous nous faire part de vos premiers enseignements ?

Tout d'abord, je demeure très honoré d'avoir été choisi pour ce poste par les 27 CEMA de l'Union européenne. Être leur porte-parole est bien sûr un grand honneur pour moi. De plus, en tant que conseiller militaire du Haut Représentant, je suis sensible à la confiance que l'on m'a faite en me confiant cette responsabilité.

Ma première impression à la tête de cette instance européenne a été celle d'une organisation complexe. Comparée à la fonction de CEMA, c'est une façon complètement différente de gérer les affaires. Un CEMA dispose d'une voie hiérarchique tout à fait claire. Lorsqu'il décide de quelque chose, son exécution est naturelle. Ici au Comité militaire, tout se fait selon le principe du consensus. Vous devez alors vous efforcer de trouver des solutions acceptables par les 27 États membres.

Parfois c'est très frustrant car cela prend du temps. Mais au final, cela marche bien. Jetons un regard sur les dix années précédentes, depuis le lancement de la PESD – aujourd'hui PSDC : nous avons mené un certain nombre d'opérations militaires et des missions civiles dont les résultats sont tous des succès.

Et désormais, grâce au Traité de Lisbonne, j'ai l'opportunité d'améliorer les synergies au sein de notre structure « multifacettes » et d'être plus efficace.

2. Le Traité de Lisbonne consacre la création du [Service européen pour l'action extérieure](#) (SEAE). Ce service inclura l'état-major de l'UE et la chaîne de commandement des opérations civiles, tout comme la nouvelle direction civilo-militaire et le centre de situation. Quelles conséquences en attendez-vous sur le fonctionnement du Comité militaire ?

Durant des années, nous avons beaucoup parlé d'approche globale, avec notamment l'intégration des ressources militaires et civiles dans la gestion de crise. L'UE met déjà en œuvre ce concept, mais elle peut encore faire mieux, à l'exemple de l'expérience de l'Afghanistan et des Balkans. Je suis personnellement convaincu que c'est la bonne façon d'agir. Avec le Traité de Lisbonne et la mise en place du SEAE, nous disposons de nouveaux outils qui rendront cela possible. Alors que nous parlons, la structure organisationnelle détaillée du SEAE est sur le point d'être finalisée. Le SEAE modifiera la manière de conduire les affaires. Mais le rôle du Comité militaire, et le mien, restera en grande partie le même : d'abord apporter expertise et conseil militaire au Comité de Politique et de Sécurité (CoPS) ainsi qu'au Haut représentant. C'est déjà ce que nous faisons aujourd'hui, et que nous continuerons à faire demain.

3. Lancé en 2008, le [Plan de Développement des Capacités](#) (CDP) réalisé par l'Agence européenne de défense donne à la PSDC une bonne vision des ambitions capacitaires de l'Union. Quel rôle le CMUE peut-il jouer pour promouvoir cette dynamique ?

Le CDP a mis en évidence le besoin de coopération entre le CMUE et l'AED tout en renforçant nos bonnes relations. Du point de vue du Comité, qui est aussi celui des 27 CEMA, il est très important que l'identification des lacunes capacitaires militaires reste une responsabilité et une prérogative militaire. Je pense aussi que les retours d'expérience des missions et des opérations « oxygènent » les réflexions sur le développement capacitaire. Le Comité militaire, avec son expertise et le soutien des CEMA, a fourni jusqu'à maintenant ces contributions (lacunes capacitaires et retours d'expérience) et s'emploie continuellement à les actualiser afin de pouvoir répondre au mieux aux besoins de nos forces.

Liens Internet pour retrouver les articles des numéros précédents sur le [site](#) de la Représentation Permanente

